



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**DÉCISION N° 20240805-DEC-DACA0755
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT APRÈS
EXAMEN AU CAS PAR CAS SUR LE PROJET D'EXTENSION ET DE MODIFICATION
DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE SABLES ET GRAVIERS
DÉPOSÉ PAR LA SOCIÉTÉ VERDOLINI CARRIÈRES SUR LA COMMUNE
D'ANDANCETTE**

**Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment le IV de son article L. 122-1, et ses articles R. 122-2 et R. 122-3 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°6364 du 20 novembre 1984 autorisant la S.A. CARRIÈRE DES CHÊNES à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE, aux lieux-dits « Champ Bondant », « Chataignier » et « Grangeneuve », d'une superficie de 37 hectares 24 ares et pour une durée de 20 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°4095 bis du 12 septembre 1986 complétant l'arrêté préfectoral n°6364 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n°1284 du 05 mai 1992 autorisant la S.A. CARRIÈRE DES CHÊNES à étendre sa carrière de sables et graviers, sur la commune d'ANDANCETTE aux lieux-dits « Grangeneuve » et « Chataignier » sur une superficie de 30 035 m², et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°6364 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n°1394 du 03 mai 1994 autorisant la S.A. CARRIÈRE DES CHÊNES à étendre sa carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE aux lieux-dits « Grangeneuve », « Chataignier » et « Champ Bondant », pour une durée de 20 ans :

- en surface, sur une superficie de 1372 m²

- en profondeur, sur une superficie de 202 000 m².

VU l'arrêté préfectoral n°3006 du 10 juin 1999 relatif à la constitution des garanties financières de la carrière de la Société CARRIÈRE DES CHÊNES à ANDANCETTE ;

VU l'arrêté préfectoral n°04-4673 du 05 octobre 2004 autorisant la Société CARRIÈRE DES CHÊNES à exploiter une carrière de sables et graviers, une installation de traitement des matériaux et des installations annexes sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE, aux lieux-dits « Champ

Bondant », « Chataignier » et « Grangeneuve », sur une superficie de 40 ha 28 a 56 ca et pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-5882 du 28 novembre 2007 autorisant la SNC CARRIÈRE DES CHÊNES à exploiter une installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux naturels sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE au lieu-dit « Champ Bondant » ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-1168 du 1^{er} avril 2009 autorisant la SNC CARRIÈRE DES CHÊNES à exploiter une carrière de sables et graviers, une installation de traitement des matériaux et des installations annexes sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE, aux lieux-dits « Champ Bondant », « Chataignier » et « Grangeneuve », sur une superficie de 35 ha 46 a 83 ca et pour une durée de 30 ans à compter du 5 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013086-0007 du 27 mars 2013 portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de la société CARRIÈRE DES CHÊNES sise lieux-dits « Champ Bondant », « Chataignier » et « Grangeneuve » à ANDANCETTE ;

VU l'arrêté préfectoral n°20230920-DEC-DACA0897 du 11 octobre 2023 portant changement d'exploitant d'une carrière au profit de la société VERDOLINI CARRIÈRES lieux-dits « Champ Bondant », « Chataignier » et « Grangeneuve », commune d'ANDANCETTE ;

VU le formulaire de demande d'examen au cas par cas n°2023 0663 considéré comme complet le 19 juin 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 7 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la découverte de l'éperon rocheux en phase 1 de l'exploitation a entraîné une perte de gisement évaluée à 460 000 tonnes correspondant à environ deux années d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que l'extension de 1 865 m² est constituée d'une plateforme minérale anciennement occupée par des bâtiments industriels ;

CONSIDÉRANT que cette extension et l'approfondissement de l'exploitation à la cote de 110 m NGF permettraient de fournir environ 250 000 tonnes de matériaux correspondant à une année d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que les modalités d'extraction restent identiques et que seul le phasage doit être légèrement adapté pour inclure le projet d'extension ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la remise en état finale est inchangée et de type création d'un plan d'eau à vocation piscicole d'environ 24 ha ceinturé d'un sentier de promenade au nord et d'une plateforme industrielle dans la partie sud ;

CONSIDÉRANT les critères de l'examen au cas par cas figurant à l'annexe de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

DÉCIDE

Article 1 : Décision

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification des conditions d'exploiter et d'extension de la carrière, présenté par la société VERDOLINI CARRIÈRES objet de la demande déposée le 4 juin 2024, n'est pas soumis à **évaluation environnementale**.

Article 2 :

La décision tacite d'évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'Environnement est retirée.

Article 3 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 4 : Délais et voies de recours

Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Article 5 : Publication

La présente décision sera notifiée à la société VERDOLINI CARRIÈRES et sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le **- 9 AOUT 2024**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

